

Les organisateurs de séjours linguistiques espèrent encore un rattrapage

- Après avoir bénéficié des aides gouvernementales et du chômage partiel pendant la crise sanitaire, la filière, essentiellement composée de PME, ne déplore aucune liquidation d'entreprises labellisées.
- Mais si l'activité repart, les chiffres d'inscription, à trois semaines des vacances d'été, sont encore loin de ceux de 2019.

SERVICES

Valérie Landrieu
@ValLandrieu

Après deux ans de crise sanitaire, les adolescents peuvent de nouveau goûter au plaisir des séjours linguistiques. Aides gouvernementales et chômage partiel ont permis aux entreprises du secteur, essentiellement des PME, de tenir en dépit d'une activité quasi réduite à néant. « Il y a eu des fermetures d'agences, des réductions d'effectif, mais pas de fermeture définitive », indique Sabine Bonnaud, déléguée générale de l'Union nationale des organisations de séjours éducatifs, linguistiques et de formation en langues (Unosel). Avec sa quarantaine de membres, l'organisation pèse 97 millions d'euros.

« Le climat est très positif, précise la responsable, mais nous sommes encore loin des chiffres de 2019. » Cette année-là, 505.000 jeunes voyageaient avec le concours d'entreprises labellisées Unosel, dont 55.000 en séjour linguistique pur. Trois ans plus tard, les inscriptions auprès des organisations membres affichent une baisse globale de 38 %, alors que les séjours de groupe, avec départ encadré depuis la France, sont en recul de 48 %. L'Office, autre label français du secteur qui rassemble 32 structures parmi lesquelles La Ligue de l'enseignement et Calvin Thomas, soit un chiffre d'affaires consolidé de 32 millions d'euros, indique de son côté une reprise d'activité de ses membres à hauteur de 50 %. A trois semaines des vacances d'été, les professionnels comptent sur un rattrapage de dernière minute. « La tendance des inscriptions tardives, déjà observées avant le Covid-19, n'a fait que s'accroître », souligne Sabine Bonnaud. A condition de pouvoir répondre à la demande.

« Nous ne sommes pas loin d'être au niveau de l'été 2019 pour les séjours linguistiques individuels, explique un dirigeant. Nous aurions même pu faire mieux, mais nous avons été contraints d'annuler des séjours par manque de disponibilités en transport et hébergement. »

La filière doit retisser une partie de sa toile à l'étranger alors que les familles d'accueil, notamment au Grande-Bretagne, se sont tournées vers d'autres sources de revenus



La filière doit retisser une partie de sa toile à l'étranger alors que les familles d'accueil, notamment au Grande-Bretagne, se sont tournées vers d'autres sources de revenus.

complémentaires et que des partenaires ont mis la clé sous la porte pendant la crise. Pour Go & Live Group, l'un des gros acteurs du marché en France, avec ses marques Nacel, American Village ou Club Langues et Civilisations (CLC), la période Covid a laissé quelques traces. « Entre 2019 et 2020, nous sommes passés d'un chiffre d'affaires consolidé de 100 millions d'euros à 10 millions, réalisés avec les voyages

« Entre 2019 et 2020, nous sommes passés d'un chiffre d'affaires consolidé de 100 millions d'euros à 10 millions. »
XAVIER OBERT
Président de Go & Live Group

qui s'étaient déroulés en février. Un vrai choc », confie le président, Xavier Obert. Il y a dix-huit mois, l'entreprise a lancé un plan de licenciement de 25 personnes. La reprise nécessite dorénavant de compléter les équipes ; une trentaine de recrutements sont toujours ouverts.

Passport collectif
Avec 50 % de son activité tournés vers la Grande-Bretagne, le groupe aveyronnais subit aussi quelques complications pour cause de Brexit et a revu une partie de son catalogue. « Nous avons développé nos séjours anglophones sans passeport, explique Xavier Obert. Outre l'Irlande et Malte, nous avons créé des séjours aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves », les pays du Nord comptant de nombreuses familles à l'aise avec la langue de Shakespeare. La clientèle serait plutôt réceptive à ces autres solutions. Parents et enfants ont envie de voyager, se

réjouissent les professionnels. Accélération d'une tendance émergente ou rattrapage post-Covid ? Les demandes de longs et très longs séjours pour un trimestre ou une année scolaire aux Etats-Unis et au Canada augmentent considérablement depuis la levée du « travel ban », fin 2021. Gérard Soubeyran, dirigeant d'Effective Linguistique (1,6 million d'euros de chiffre d'affaires), agence réputée haut de gamme, évoque un triplement des demandes de ce type, alors même que l'ensemble de son chiffre d'affaires est en recul de 8 %. En parallèle, « les séjours linguistiques à thèmes environnementaux suscitent beaucoup d'intérêt », rapporte Eric Soulard, délégué général de l'Office, quand l'Unosel note une poussée des séjours linguistiques en famille. « Le marché se développe avec des prises en charge possibles pour les parents dans le cadre du compte personnel de formation », précise Sabine Bonnaud. ■

Les autocaristes sont peu optimistes

Avec la hausse des coûts de transport et la crainte des mesures d'économie des ménages face à l'inflation, le secteur attend la rentrée pour voir si l'embellie se confirme.

Françoise Sigot
— Correspondante à Lyon

Alain Place est un habitué des séjours linguistiques. Depuis Trith-Saint-Léger, dans le Nord, il réalise plus de 60 % de son activité avec le tourisme de groupe, dont une petite moitié en accompagnant des élèves et des étudiants à l'étranger. Absents depuis le début de la crise sanitaire, ces clients reviennent peu à peu frapper à la porte de cette PME de 400 personnes et 35 millions d'euros de chiffre d'affaires. Mais les demandes ne sont plus les mêmes.

Les transporteurs mettent les bouchées doubles pour résoudre le problème de pénurie de main-d'œuvre.

Depuis le début de l'année, les Autocars Place ont fait deux départs pour l'Angleterre, là où l'entreprise les comptait par dizaine auparavant. « Nous sommes sur une majorité de demandes de dernière minute, et nous sentons qu'il y a encore beaucoup d'hésitation de la part des organisateurs de ce type de séjours », raconte le dirigeant des Autocars Place. Inquiétude supplémentaire : l'augmen-

tation des coûts du carburant. Mais aussi d'autres hausses de tarifs, notamment du tunnel sous la Manche, et des démarches administratives complexifiées par les contraintes sanitaires rendent l'équilibre économique difficile à atteindre sur ce marché. « Certes, l'activité redémarre, mais nous sommes encore très loin des niveaux d'avant crise. Par ailleurs, il faut rester extrêmement prudent car les voyages scolaires peuvent être des dépenses auxquelles les familles renonceraient si l'inflation continue », résume Jean-Sébastien Barrault, président de la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV).

Visibilité à la rentrée
Selon les autocaristes, le moment de vérité tombera cet automne. « Cette année sera encore difficile sur les séjours linguistiques, nous y verrons plus clair à partir de septembre et octobre pour l'année prochaine. C'est à cette période que les établissements scolaires planifient leurs voyages à l'étranger », explique Alain Place. En attendant, le secteur met les bouchées doubles pour résoudre le problème de pénurie de main-d'œuvre qui pourrait le faire passer à côté d'une véritable reprise. « Nous avons du mal à répondre aux sollicitations, car nous manquons vraiment de personnel », se désole le président de la FNTV. Les séjours linguistiques, qui réclament de la disponibilité sur plusieurs jours, sont les premiers impactés par le manque de chauffeurs. Là encore, une meilleure visibilité devrait permettre de retrouver une organisation où chacun pourra se projeter avec plus de facilité. ■

Le Brexit freine la reprise des voyages scolaires vers le Royaume-Uni

L'activité est importante pour le pays, et la présidente de Visit Britain vient à la rencontre des professionnels français du secteur ce lundi.

Ce 13 juin, à l'ambassade du Royaume-Uni, Judith Macgregor, présidente de Visit Britain – l'office du tourisme de Grande-Bretagne – rencontre les professionnels français du tourisme. Au programme de ce rendez-vous qui signe une volonté de reconquête, un sujet retiendra l'attention des entreprises de séjours linguistiques présentes : les procédures d'entrée sur le territoire mises en place après le Brexit. Elles sont concernées au premier chef : « Notre activité pâtit de la nouvelle obligation de passeport pour

tous les élèves, qui induit un coût supplémentaire pour les familles, sans parler des délais d'obtention et de l'obligation de visa pour ceux qui ne sont pas ressortissants de l'Union européenne », résume Antoine Bretin, dirigeant des branches Jeunes du voyageur Groupe Verdier (soit 45 millions des 120 millions d'euros de chiffre d'affaires). Selon ce dernier, près de la moitié des voyages scolaires soulèvent la question d'élèves non nationaux. Un problème qui peut faire renoncer les enseignants et les établissements, ou déboucher sur une annulation.

Passport collectif
Pour les entreprises qui font voyager des groupes outre-Manche, le rétablissement du dispositif « list of travellers », disparu avec le Brexit, serait

la solution idéale. Jusqu'en 2020, il leur permettait de déclarer en préfecture tous les participants à un voyage scolaire. Pour l'heure, les autorités britanniques les ont renvoyées à un accord du Conseil de l'Europe datant de 1961 ; il permet de demander un passeport collectif, en préfecture. Mais, fait remarquer Antoine Bretin « les préfectures ne savent pas l'émettre et il ne résout pas le sujet des non nationaux ».

L'objectif, tant des autorités britanniques que des entreprises du secteur, est de redonner un peu d'élan aux voyages en Grande-Bretagne, et en Angleterre, en particulier, destination numéro 1 pour les scolaires. L'activité y est catastrophique pour certains. « Alors que la Grande-Bretagne représentait 50 % de nos voyages, nous ne sommes

même pas à 3 % aujourd'hui », témoigne Antoine Bretin. Lui estime que près de 25 % de son activité pourrait à terme être menacés.

Visit Britain joue la carte de l'apaisement. « Des données sont remontées aux autorités britanniques. Ces dernières ont conscience de l'attente des entreprises, au moins pour faciliter la venue de groupe de jeunes de moins de 18 ans accompagnés, fait savoir Séverine Tharreau, directrice de la structure en France. L'idéal serait de trouver un compromis avec un passeport commun pour tous », indique-t-elle.

Avant la pandémie, quasiment un demi-million d'élèves se rendaient en Grande-Bretagne depuis la France, occasionnant près de 90 millions de livres de dépenses sur place. — V. La.